



Union européenne

Le plan d'investissement Juncker suit son cours

- La Commission européenne fait des points réguliers sur l'avancement du plan européen d'investissement lancé par Jean-Claude Juncker au début de son mandat.
- A ce jour, les financements approuvés par le Fonds européen pour les investissements stratégiques dépassent 10 milliards d'euros, et contribueront à un volume total d'investissements de 76 milliards selon la Commission.
- Pour être un succès, le programme doit arbitrer entre son objectif de taille et celui de se concentrer sur des projets qui n'auraient pas trouvé de financements alternatifs.

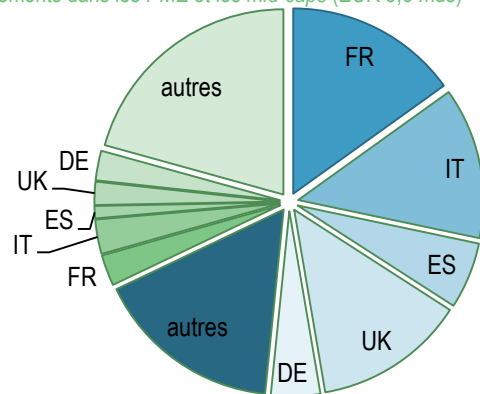
Les dernières informations diffusées par la Commission européenne permettent de se faire une idée de l'état d'avancement du plan à fin mars 2016. Annoncé par Jean-Claude Juncker dès le début de son mandat, le « plan Juncker » n'a été formellement lancé qu'à la fin de 2014, tandis que les premiers examens de projets n'ont commencé qu'en avril 2015. Un an après le début de la phase opérationnelle, en mars 2016, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) aurait approuvé le financement de projets ou d'entreprises à hauteur d'EUR 10,6 mds selon les services de la Commission. Plus précisément, la Banque européenne d'investissement (BEI) aurait approuvé cinquante-quatre projets de financements d'infrastructures et d'innovations sous l'égide de l'EFIS, soit un engagement d'EUR 7,2 mds. Le Fonds européen d'investissement (FEI) aurait quant à lui approuvé, toujours sous l'égide de l'EFIS, plus de cent cinquante projets pour le financement de PME et de *mid-caps*, à hauteur de EUR 3,4 mds.

Concernant la répartition géographique et sectorielle des investissements, les quelques données disponibles sont globalement conformes aux attentes. Parmi les projets d'infrastructures, ceux liés à l'énergie et aux transports se taillent la part du lion, en nombre de projets approuvés (31 sur 54 recensés dans l'UE) et, vraisemblablement, en montants. A ce stade, vingt-deux des Etats membres de l'UE seraient concernés par au moins un projet d'investissement. Parmi eux, les cinq plus grandes économies de l'Union (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Espagne), qui représentent plus de 70% du PIB de l'UE, recevront 63% des engagements pris à ce jour par la BEI et le FEI. Ainsi, les craintes parfois exprimées d'une concentration des fonds du programme dans les Etats les plus habitués à travailler avec la BEI ainsi que dans ceux dont les Banques nationales de développement ont mobilisé le plus de fonds pour cofinancer des projets ¹, ne paraissent pas particulièrement fondées à l'heure actuelle. La répartition des projets et des fonds diffère peu du poids des pays dans l'Union, même si on peut regretter que les décisions d'investissements ne se concentrent pas davantage dans les pays où le déficit d'investissements est réputé plus important.

¹ La France, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne ont annoncé EUR 8 mds chacun de cofinancements possibles via leurs BND, l'Espagne EUR 1,5 mds, et le Royaume-Uni EUR 6 mds.

■ EUR 10 mds de financements approuvés

Investissements d'infrastructures et d'innovations (EUR 7,2 mds) ;
Investissements dans les PME et les *mid-caps* (EUR 3,6 mds)



Graphique

Source : Commission européenne

Un arbitrage difficile

Une grande partie des financements répertoriés ne sont qu'approuvés. Il faudra vraisemblablement du temps avant que certains soient réalisés et que leurs effets se fassent sentir sur l'activité. Dans l'ensemble, les services de la Commission considèrent que les dépenses d'investissements associées aux financements accordés depuis un an grâce à l'EFIS atteindront EUR 76 mds à terme. Il va falloir accélérer le rythme si l'ambition reste de déclencher EUR 315 mds d'investissements dans l'UE d'ici la fin 2017.

Cet objectif doit-il vraiment primer ? Certes, une des principales ambitions du programme est de maximiser l'effet de levier du plan, et de susciter des investissements de grande ampleur (plus de 300 milliards d'euros, soit un peu plus de 2,0% du PIB de l'UE) avec un minimum de fonds publics (21 milliards de garanties accordées par l'EFIS, susceptibles de donner lieu à environ EUR 60 mds de financements par la BEI ou le FEI)². Mais, comme le souligne un rapport récent³, mettre l'accent sur les volumes engagés accentue le risque de favoriser les investissements les plus faciles à mettre en place (car peu risqués ou bénéficiant facilement de co-financements publics ou privés...), qui auraient pu être financés au travers des activités classiques de la BEI, des banques de développement nationales, ou par davantage d'investissements privés. Cela contrarierait la vocation initiale du programme, à savoir déclencher des investissements plus risqués qui n'auraient pas pu être réalisés sans sa contribution. Justement parce qu'il a peu de moyens, c'est sur le reste que le plan Juncker doit faire la différence.

² Pour plus de détails, voir nos notes précédentes « Zone euro : Que penser du plan Juncker ? » et « Plan Juncker : une mise en pratique ardue ».

³ L'investissement en Europe : tirer le meilleur parti du Plan Juncker, Notre Europe, institut Jacques Delors, Rubio E., Rinaldi D. & Pellerin-Carlin T., mars 2016.